

Nous avons appris récemment, dans les médias, que la procédure parcoursup, pourtant considérée par le ministère comme très performante, avait été détournée. L'Union syndicale Solidaires et les fédérations de l'Éducation qui la composent réitèrent leur demande d'abandon de cette plateforme d'orientation post-baccalauréat injuste qui renforce les inégalités et perturbe tant la scolarité des élèves de terminale.

Au travers d'annonces des plus fantaisistes, le gouvernement veut instaurer le "Choc des savoirs" qui aggrave les inégalités et entrave la liberté pédagogique des enseignant.e.s. Les fédérations de l'Éducation de l'Union syndicale Solidaires refusent cette situation, demandent de meilleures conditions de travail pour exercer et demandent une reconnaissance du métier. Nous revendiquons une augmentation du nombre de postes pour permettre d'alléger les effectifs par classe et d'assurer les remplacements. Il faut recruter davantage de personnels. Il faut arrêter de mépriser les personnels et enseignant.e.s et, dans ce contexte de forte inflation, ce sont de véritables augmentations salariales que nous voulons, via une réévaluation du point d'indice, et pas de pactes qui nous divisent en individualisant nos tâches.

Les fédérations de l'éducation de l'Union syndicale Solidaires dénoncent l'organisation incohérente des pactes et le manque de transparence dans leur utilisation, en particulier dans l'enseignement privé sous contrat. Ce défaut de transparence dans la gestion des fonds publics dans l'enseignement privé sous contrat est d'ailleurs mis en évidence actuellement. Nous déclarons que l'argent public doit être utilisé au service du public et non au service de prises de pouvoir de certains.

Les fédérations de l'éducation de l'Union syndicale Solidaires revendiquent un service public unique de l'Éducation incluant l'ensemble des personnels sous statut de la fonction publique. Nos syndicats dénoncent la décision de procéder à la résiliation du contrat d'association du lycée Averroès à Lille. Cette décision intervient dans un contexte politique dans lequel les Français.es de confession musulmane sont accusés de communautarisme et rendu.es responsables de tous les dysfonctionnements de notre société. Cette islamophobie est instrumentalisée pour masquer les questions importantes : casse du service public, pauvreté croissante liée à la baisse des salaires et du pouvoir d'achat, urgence écologique...

Les fédérations de l'Union syndicale Solidaires dénoncent et refusent le « deux poids deux mesures » flagrant dans la gestion des affaires concernant les lycées Stanislas et Averroès.

L'Union syndicale Solidaires revendique des mesures salariales qui permettraient de sortir les AESH de la précarité. Les étudiant.e.s tombent de plus en plus dans la pauvreté, nous exigeons des actions d'urgence pour permettre aux étudiant.e.s de se nourrir et de se loger.

Les fédérations de l'éducation de l'Union syndicale Solidaires appellent à la grève et à manifester le 1 février pour de vrais moyens, de meilleures conditions d'exercer, pour une réelle revalorisation des salaires et pour défendre une école égalitaire et émancipatrice.